



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

[www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

N° 33 - vendredi 23 juillet 2010

### Dans ce numéro :

- Les trafiquants et délinquants de la haute société...
- L'avenir de l'Europe, une question cruciale pour le mouvement ouvrier

## Les trafiquants et délinquants de la haute société...

L'affaire Woerth-Sarkozy-Bettencourt continue d'alimenter la chronique politique. L'affaire de famille est devenue une affaire d'Etat où se mêlent le scandale du bouclier fiscal, les enveloppes de soutien à l'UMP, les intérêts propres du couple Woerth, majordome et servante de haut rang de la famille Bettencourt, les révélations sur les mœurs et les pratiques de la grande bourgeoisie et de ses serviteurs politiques ou sur la dépendance des sommets de l'appareil judiciaire avec ceux de l'Etat, sans oublier les haines et jalousies de pouvoir et d'argent... Pas un détail ne manque à ce tableau de la corruption généralisée que constituent les mœurs de la classe dominante et ses liens avec son personnel politique.

L'effet de contraste est saisissant entre cet étalage sans vergogne et les nouvelles attaques contre les retraites de Woerth et Sarkozy, leur mépris des travailleurs soumis aux travaux les plus pénibles, des femmes, le cynisme avec lequel les mêmes voudraient justifier leur offensive contre le monde du travail au nom de la lutte contre les déficits et de la rigueur. A l'heure où GM se livre à un odieux chantage à l'égard des travailleurs de l'usine de Strasbourg, on apprend au passage que l'ancien PDG de l'Oréal touche une retraite de 3,3 millions euros tout en continuant à toucher ses jetons de présence au conseil d'administration...

Tous les ingrédients de la politique de ce gouvernement pour et par les riches sont étalés au grand jour, sur la place publique et c'est très bien. Tout cela est légal, argumentent les amis de Woerth qui jouent une naïveté feinte. Peut-être et sans doute sera-t-il bien difficile de prouver la réalité des délits, mais c'est bien là le véritable scandale. Tout cela, à quelques délits près, est légal parce que la loi est faite pour les riches, leur garantir leurs privilèges. Parce qu'en toute légalité l'Etat les sert et se plie à leur volonté, parce que la loi est injuste.

Et Sarkozy n'a pas trouvé mieux pour tenter de reprendre la main que d'attaquer sur le terrain sécuritaire et en stigmatisant les Roms. Politique du bouc émissaire, provocation en instrumentalisant des violences provoquées par les exactions d'une police qui se sent de plus en plus encouragée à agir en cow-boys à la gâchette facile au mépris de la population et de la vie humaine. Paniqué, sentant le sol se dérober sous ses pieds, Sarkozy en mal d'autorité a limogé le préfet de l'Isère, accusé de faiblesse, pour le remplacer par un préfet-flic à sa botte qu'il ira lui-même mettre en place.

Impuissant à masquer la corruption de sa politique, son imposture, lui qui prétendait moraliser le capitalisme, Sarkozy pratique la fuite en avant pour s'attaquer aux plus faibles, aux catégories sociales les plus défavorisées, aux victimes de sa politique, de celle de ses amis et commanditaires les milliardaires. Manœuvres de diversion, provocation du petit flic qui, en 2005, avait volontairement provoqué, par l'insulte, la révolte des banlieues...

Déjà, après la déroute de l'UMP aux élections régionales, il y avait tout lieu de penser que Sarkozy aurait bien du mal à reprendre l'initiative. Aujourd'hui, l'affaire Woerth-Bettencourt conduit à la décomposition politique et morale de ce gouvernement.

*Débat révolutionnaire* est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

Elle vient souligner et illustrer aux yeux du plus grand nombre le scandale permanent que constitue la politique de l'Etat entièrement dévoué aux intérêts des classes dominantes, elle en indique les mécanismes, les pratiques et les mœurs. Elle réunit tous les éléments qui convergeaient déjà pour créer les conditions d'une crise politique et sociale. Nous y sommes.

En focalisant la crise sur celui qui était la pièce maîtresse de Sarkozy, elle ouvre des perspectives politiques inattendues.

Nommé ministre du travail et de la solidarité au lendemain de la déroute des élections régionales pour faire passer la réforme des retraites, Woerth, cheville ouvrière du dispositif mis en place par Sarkozy, en est devenu le maillon faible. Il encourage et légitime le mécontentement croissant de la population, concentre sur sa seule personne tous les ressentiments, leur donne un contenu politique. Derrière la bataille pour les retraites, c'est bien toute la politique du pouvoir qui est remise en cause. Et c'est dans la rue que la contestation est appelée à s'exprimer.

*« Si péril il y a, il vient moins de l'Hémicycle que de la rue, de cette manifestation syndicale unitaire du 7 septembre dont les responsables de la majorité craignent qu'elle n'agrège les ressentiments. »*

*Mais, outre que la rentrée n'est plus depuis fort longtemps propice aux explosions sociales, l'arme du populisme est à double tranchant. Pour les artisans de la contestation, elle peut bien sûr attiser la colère, mais elle peut tout autant sinon plus sûrement détourner l'attention de l'enjeu qu'est le report de l'âge légal de départ. Viser le ministre plutôt que son projet n'est peut-être pas un si bon calcul »* écrit l'éditorialiste des *Echos* qui, après avoir vu juste, se prend à espérer. L'essentiel pourrait être sauvé, la réforme des retraites. En sacrifiant Woerth demain après lui avoir accordé un soutien sans faille, Sarkozy pourrait faire le choix d'offrir un exutoire au mécontentement pour mieux faire passer sa réforme. Sauf que les deux sont maintenant confondus dans un même rejet, c'est bien les deux qu'il faut viser !

Les directions syndicales qui ne cessent de dire leur gêne devant l'affaire Woerth ont bien tort. *« Le changement d'homme ne changerait pas grand-chose ! »* explique-t-on à la CFDT. *« On n'entre pas dans ce jeu politique, on essaie de nous égarer »* rajoute la CGT. Certes la démission de Woerth ne changerait pas le fond du problème, mais comment peut-on prétendre vouloir faire reculer le gouvernement et se refuser de l'affaiblir, de rentrer dans le jeu politique.

Qui peut croire qu'une défaite du gouvernement sur la question des retraites n'accélérerait pas la déroute de Sarkozy. Et comment ne pas le souhaiter ?

Les mêmes dirigeants syndicaux se plaignent de ce que le dialogue social prenne le visage du mépris le plus ouvert. Mais continuer de s'y prêter n'est-il pas non seulement contraire aux intérêts des salariés mais indigne et ridicule ? Comment continuer de faire semblant de ne pas voir ? Comment ne pas intervenir sur le terrain politique pour aider l'ensemble des travailleurs à s'emparer des enjeux de la bataille de la rentrée.

Cela rejoint la question des objectifs même de la mobilisation. S'il s'agit simplement de négocier la réforme à la marge tout en l'acceptant sur le fond, alors oui, qu'importe l'interlocuteur. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit bien d'imposer le retrait de la réforme, la retraite à 60 ans à taux plein, le retour au 37,5 annuités pour tous. Plus globalement, il s'agit d'infliger une défaite politique au pouvoir pour changer le rapport de force et mettre en échec la nouvelle offensive qu'il engage.

Il s'agit bien d'une bataille politique, une bataille politique que les travailleurs ont à mener avec leurs propres armes de classe, la grève, les manifestations.

L'enjeu est d'imposer une défaite au gouvernement, de le faire plier et ainsi de préparer sa chute.

L'on ne peut prétendre vouloir gagner sur les retraites et éviter cette question. Oui, nous voulons battre la droite, par la grève et dans la rue, battre sa politique, changer le rapport de force pour imposer les droits des travailleurs et de la population contre la minorité de milliardaires parasites qui tiennent les rênes du pouvoir.

C'est bien dès aujourd'hui l'enjeu de la lutte tant il vrai qu'aller jusqu'au bout dans la défense des intérêts des travailleurs pose la question du pouvoir, de qui dirige, au nom de quels intérêts.

La tétanie de la gauche libérale dite solidaire qui a les yeux fixés sur 2012, l'attentisme et les craintes en particulier de la CGT et de la CFDT qui se contentent de demander la réécriture du projet soucieuses de ne pas mettre de trop en difficulté Sarkozy et... Aubry, sont bien la conséquence, en négatif, de ce fait politique dominant : on ne peut mettre un coup d'arrêt à la politique des classes dominantes, à la régression sociale, si on craint de contester leur pouvoir en affirmant la légitime perspective d'un gouvernement démocratiques des travailleurs, de la population qui garantisse un emploi, un salaire à toutes et tous en interdisant les licenciements, en partageant le travail. Un

---

gouvernement qui développe les services publics, y embauche massivement, un gouvernement qui ne craigne pas d'annuler la dette et d'exproprier les banques et les grands groupes industriels, commerciaux, financiers, de fermer les marchés financiers, d'engager la lutte pour une autre Europe, celles de la coopération des travailleurs et des peuples.

Oui, les travailleurs peuvent imposer le retrait de la réforme des retraites, à condition de ne pas craindre de contester radicalement le pouvoir des Sarkozy, Fillon, Woerth et leurs amis, d'engager la lutte contre le pouvoir des classes dominantes, d'accentuer la crise sociale et politique qui mûrit.

Cela signifie poser et discuter dans nos organisations syndicales, dans les comités et collectifs unitaires, avec l'ensemble des travailleurs des enjeux de la lutte, imposer une première défaite à ce gouvernement déconsidéré et affaibli en lui imposant le retrait de son projet pour engager une contre-offensive sociale et politique pour la défense des droits des travailleurs contre la dictature de la finance et des milliardaires.

**Yvan Lemaitre**

[Au sommaire](#)

## L'avenir de l'Europe, une question cruciale pour le mouvement ouvrier

« *L'apôtre de la rigueur allemande invité de l'Élysée* », titrait *Le Figaro* mardi dernier en évoquant la participation du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, au conseil des ministres qui devait avoir lieu le lendemain. Celui qui, toujours selon le même journal « *aura placé la zone euro sous le signe de l'austérité* », était venu discuter avec la ministre française de l'Économie, Lagarde, des mesures que les deux gouvernements, français et allemand, voudraient dicter à tous les États de l'UE pour les obliger à respecter le Pacte de stabilité sous peine de sanctions comme le retrait de leur droit de vote, voire l'interdiction d'accéder aux fonds européens. Comme le Pacte de stabilité, qui prévoit de limiter les déficits à 3% du PIB et la dette à 60%, n'est respecté par aucun des États, à commencer d'ailleurs par les leurs, la France et l'Allemagne indiquent par là très clairement qu'ils uniront leurs efforts pour se faire les champions de la rigueur contre les populations de toute l'Europe.

Tous les gouvernements ont déjà mis en œuvre ou annoncé des plans d'austérité, la diminution du salaire des fonctionnaires en Grèce où elle équivaut à 10%, en Espagne de 5%, en Roumanie de 25%, en République tchèque de 10%, l'augmentation de la TVA comme en Roumanie de 5%, en Grèce, en Grande Bretagne, en Espagne. Les budgets sociaux sont amputés, l'âge de départ à la retraite augmenté, les fonctionnaires licenciés... En Grande Bretagne, le budget d'austérité devrait se traduire par la disparition de 500 à 600 000 emplois dans le secteur public d'ici à 2015. Et de 600 000 à 700 000 emplois dans le secteur privé, car bien évidemment, l'État donnant l'exemple, les dirigeants des multinationales s'empressent de lui emboîter le pas, anticipant la récession que toutes ces mesures ne peuvent manquer d'entraîner. Mais pour Schäuble et Lagarde, cela ne suffit pas !

La réactivation du couple franco-allemand sur ces promesses de régression sociale qu'implique leur programme commun illustre à quel point l'avenir de l'Europe entraînée dans la crise provoquée par la rapacité de ses classes dirigeantes va devenir une question cruciale pour le mouvement ouvrier.

## De la rigueur à la récession, un nouvel épisode aigu de la crise financière se prépare

Schäuble, interviewé dans *Les Échos* soutient qu'une « *réduction modérée des déficits stimule la croissance* ». Il n'y croit pas lui-même, sauf à la croissance... des profits. Le plan envisagé par le couple franco-allemand aurait comme objectif, à en entendre les initiateurs, d'éviter une nouvelle « *crise grecque* ». Mais la fuite en avant des classes dirigeantes européennes, leur offensive pour faire payer la crise aux travailleurs et aux populations, ne peut conduire qu'à l'aggravation de la récession. Elle approfondit les causes mêmes qui sont à l'origine de la crise, le gonflement des profits sur la base d'une stagnation voire d'un recul de la production, l'augmentation de la masse déjà énorme de capitaux qui cherchent à fructifier par la spéculation. Elle ne fait que préparer un épisode encore plus aigu de la crise financière que la « *crise grecque* ».

« *Point d'inflexion* », titraient *Les Échos* le 15 juillet dernier à propos de l'évolution de la situation sur les marchés de la dette des États. « *Après des semaines de fortes poussées*, précisait François Vidal, l'auteur de l'article, *la fièvre*

---

*est enfin retombée sur la dette souveraine européenne. [...] L'Espagne, la Grèce et enfin le Portugal sont parvenus à placer leurs obligations dans des conditions acceptables. Ce n'était plus arrivé depuis des mois.*

*Parler d'un retour à la normale est sans doute prématuré. [...] Mais, une chose est sûre, l'heure n'est plus à la panique. Le fait que le Portugal ait pu boucler hier son adjudication avec succès au lendemain de la dégradation de sa note de crédit par Moody's en est la preuve. Tout comme la réussite de l'émission grecque. L'intérêt rencontré montre que les investisseurs valident les premiers résultats du sévère régime imposé à l'homme malade de l'Europe. »*

La prudence des formules en dit long sur le peu de conviction du journaliste lui-même... Mais qu'importe puisqu'il s'agit avant tout de justifier le « sévère régime », les plans d'austérité !

En réalité, les États qu'il cite ont du mal à emprunter l'argent qui leur est nécessaire pour... rembourser les prêts dont les échéances arrivent à terme, et ils ne le font qu'à des taux d'intérêt bien plus élevés que ceux dont ils ont dû s'acquitter au cours des années précédentes. Aux travailleurs, à la population, maintenant, de payer le tribut que réclament les « marchés financiers », les banques et autres sociétés financières.

Ce n'est pas non plus le résultat des « stress tests », les tests de résistances sur 91 banques européennes qu'ont commandités les autorités de l'UE et dont les conclusions sont connues ce vendredi, qui apporte des informations fiables sur la situation des banques européennes, contrairement à ce que laissaient entendre les titres de la presse. « *Opération vérité sur la santé des banques européennes* » pour *Le Monde*, « *L'Europe contrôle la solidité de ses banques* » pour *Le Figaro*... Les autorités européennes se sont résolues à cette comédie pour tenter de ranimer la confiance dans les banques dont tout le monde sait qu'elles détiennent de grosses quantités d'actifs douteux ou carrément pourris au point que les États ou la BCE seraient bien incapables de les renflouer une nouvelle fois si elles étaient menacées de faillite. Pour donner un exemple, selon la Banque des règlements internationaux, les banques françaises sont engagées pour 493 milliards d'euros au Portugal, en Irlande, en Grèce ou en Espagne, l'Allemagne pour 465 milliards d'euros. Et la plus grosse partie de ces sommes sont constitués par des prêts au secteur privé. Celui-ci représente en Espagne, par exemple, 248 milliards d'euros pour les banques françaises.

Mais qu'à cela ne tienne, Lagarde se déclare, dans une interview au *Figaro*, « *totalelement confiante sur le résultat des banques françaises à l'issue de ces tests de résistances* ». Strauss-Kahn se veut résolument optimiste : « *On va s'apercevoir que toutes les grandes banques européennes sont en fait suffisamment solides pour résister à quelque tremblement de terre que ce soit* ». « *Il n'exclut pas, toutefois, précisait Le Figaro qui rapportait ses propos, que les tests ne révèlent "par ci, par là, de petites institutions financières en difficultés". Des points noirs sont attendus dans les Landesbanken allemandes, les cajas espagnoles ou les banques grecques.* »

L'un comme l'autre n'ignorent pas que toutes les banques européennes ont été maintenues à flots par la seule générosité de la Banque centrale européenne qui leur a prêté des centaines de milliards d'euros au taux de 1% lors de la crise financière qui a suivi la faillite de Lehman Brothers. Le 1er juillet dernier, 1121 banques ont dû rembourser le premier prêt à un an que leur avait accordé la BCE -la BCE en a accordé trois à un an, à côté de bien d'autres sur des échéances plus courtes. Le montant de ce prêt arrivé à échéance, 442 milliards d'euros ! Cela donne un aperçu des sommes faramineuses mises à disposition, quasiment gratuitement, des banques qui font payer le prix fort, elles, lorsqu'il s'agit de prêter aux États. Aujourd'hui, ces banques, quoique dans une moindre mesure, sont toujours dépendantes des liquidités de la BCE, en particulier les banques espagnoles.

Il est probable que les tests de résistance, comme l'a déclaré Strauss-Kahn, seront presque tous positifs, d'autant plus qu'au sein de l'Union européenne, à la différence des États-Unis, coexistent plusieurs États dont chacun aura à cœur de faire état de la solidité de « ses » banques, « *faisant davantage penser à une dispute sur les quotas de pêche à la morue qu'à la recapitalisation du plus grand système bancaire du monde* », souligne *The Economist* dans un article publié sur le site *Presseurop*. Et la précipitation de certains États à clamer les bons résultats de ses banques avant même que les résultats officiels n'en soient publiés, quels qu'ils soient au final, ne fait qu'aggraver la méfiance en confortant l'idée que ce sont des tests de complaisance.

Au même moment, c'est désormais sur l'Europe de l'est que risquent de se concentrer les attaques des spéculateurs. Le 17 juillet dernier, le gouvernement hongrois, d'un côté, le FMI et l'UE de l'autre, ont rompu les négociations sur la prolongation d'un prêt de 20 milliards d'euros qui doit arriver bientôt à échéance. Le FMI et l'UE ont refusé deux des mesures prises par le gouvernement hongrois, une taxe sur les banques et un impôt sur le revenu à taux unique. « *Les projets de loi préconisés seraient une distorsion des marchés et sont contraires au droit européen* », a fait savoir la commission européenne. Ils jugent également insuffisantes les mesures d'austérité annoncées par l'État hongrois.

---

Comme cela a été le cas pour la Grèce, le FMI et l'UE n'hésitent pas à se servir des pressions que ne manqueront pas d'exercer les spéculateurs pour imposer aux gouvernements qu'ils appliquent les plans d'austérité les plus draconiens possibles.

Après l'épisode aigu qu'a connu la crise financière sous la forme de la dette de l'État grec en mai et la décision des dirigeants de l'UE et de la BCE de créer un fonds de sauvegarde de 750 milliards d'euros afin de prévenir d'autres menaces de faillites, le pire avait été évité, nous a-t-on prétendu. Le fait que les États du sud de l'Europe aient pu placer les titres de leurs dettes sur les marchés financiers, comme la publication ce vendredi des stress tests opérés sur les banques européennes seraient l'illustration de cette accalmie. L'Union européenne aurait franchi un pas en avant vers la mise en place d'un gouvernement économique, la crise aurait finalement permis de surmonter ses contradictions.

Ces fables ne font guère illusion. Comment les classes dirigeantes pourraient-elles trouver une issue à la crise alors que les réponses qu'elles y apportent, l'austérité et la rigueur pour les populations, ne font que renforcer les causes mêmes de la crise. L'augmentation des profits obtenue par la baisse des coûts salariaux à coups de licenciements, de gel des salaires et de réduction de la protection sociale réduit les capacités de consommation dans le même temps qu'elle gonfle la masse des capitaux que leurs possesseurs cherchent à rentabiliser par la spéculation. D'autres épisodes aigus de la crise financière sont devant nous, préparant une nouvelle aggravation de la récession, une véritable dépression. Et l'Europe sera au cœur de la tourmente.

## De la crise économique et sociale à la crise politique

La construction européenne, loin de protéger le continent de la crise, n'a fait qu'aviver celle-ci du fait de ses contradictions dont l'existence de l'euro, cette monnaie commune sans État ni budget, est l'expression la plus aiguë. Les bourgeoisies européennes, en effet, si elles se sont résolues à se départir de leur pouvoir monétaire sous la pression de la concurrence de leurs rivaux américains et asiatiques exacerbée par la mondialisation, ont été incapables de renoncer à leurs privilèges nationaux, à leur État.

C'est l'existence de ces contradictions qui a facilité les attaques des spéculateurs contre les titres des dettes des États grec, espagnol, irlandais ou portugais. Tant parce que leur économie plus pauvre doit supporter le coût de cette monnaie forte qu'est l'euro que parce que les dirigeants de l'Union européenne ont été frappés d'impuissance du fait de leurs dissensions. La seule réponse commune que ces derniers ont été capables d'apporter, c'est celle qu'affichent clairement aujourd'hui par la voix de Schäuble et Lagarde, l'Allemagne et la France, faire payer la population, imposer la rigueur pour sauvegarder les intérêts des banques.

Mais que le tandem franco-allemand qui prétend imposer cette régression sociale à l'ensemble des peuples européens soit représenté par des Sarkozy ou Merkel qui sont au plus bas dans les sondages dans leur pays respectif, en dit long sur la profondeur de la crise politique. Se révèle en pleine lumière, en effet, le mensonge de prétendues démocraties qui ne font que masquer, de plus en plus mal, la dictature des intérêts de l'oligarchie parasitaire que servent leurs gouvernements. De même l'Union européenne, loin du mythe de la paix et de la coopération entre les peuples invoqué par ses fondateurs, apparaît de plus en plus clairement comme un instrument de la domination des classes dirigeantes sur les populations et de la mise sous tutelle des pays les plus pauvres par les anciennes grandes puissances du continent, Allemagne, France et Grande-Bretagne. Les classes dirigeantes européennes sont de ce fait doublement discréditées et fragilisées. A peu près partout cette perte de confiance s'exprime dans l'usure des forces politiques traditionnelles, une forte abstention aux élections et la montée de forces populistes et réactionnaires.

Le fait même que la présidence de l'Union européenne soit assurée aujourd'hui et pour les six mois à venir par une Belgique sans gouvernement, du fait d'une crise politique provoquée par la montée des séparatismes flamand, et dans une moindre mesure wallon, en est une des illustrations.

« Crise financière, crise économique, crise budgétaire, crise politique : en trois ans, l'onde s'est propagée jusqu'au cœur de nos systèmes démocratiques, désorientant les partis traditionnels. La forte poussée populiste que l'on observe aux Pays-Bas rappelle que la politique, tout comme la nature, a horreur du vide, dans des sociétés fatiguées et inquiètes de l'Europe d'aujourd'hui. », écrivait un éditorialiste de *La Tribune* au lendemain du succès aux élections du Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders. Ce parti populiste, d'extrême droite, arrivé en troisième position aux élections législatives de juin 2010 où il a raflé 24 sièges de députés sur 150, s'appuie sur les préjugés racistes et xénophobes en menant campagne contre l'islam, tout en défendant la rigueur budgétaire.

---

Sur le modèle de ce qu'avait obtenu le FPÖ en Autriche dans deux régions, la droite populiste en Suisse a obtenu l'interdiction des minarets à l'issue d'un referendum qu'elle a remporté à 57% des voix. Et en Autriche même, la candidate du FPÖ à l'élection présidentielle a remporté plus de 16% des voix.

En Italie, La Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui fait partie du gouvernement de Berlusconi, et a rajouté au racisme contre les Italiens du sud la xénophobie anti-immigrés, a remporté, aux dernières élections régionales, la Vénétie et manqué de peu une victoire dans le Piémont.

## Ouvrir une issue progressiste et démocratique

Pour l'instant, ces forces populistes et réactionnaires ne se disent pas antiparlementaires, elles flattent les préjugés racistes et xénophobes pour négocier leur place dans le cadre de combinaisons politiciennes, comme l'ont fait certaines d'entre elles en rentrant dans des gouvernements de coalition. Les bourgeoisies de leur côté n'ont pas fait non plus le choix de s'appuyer sur elles pour étouffer toute vie démocratique, ce n'est pas leur politique, elles les utilisent contre les mouvements ouvriers, comme forces de pression ou d'appoint, contraintes et forcées qu'elles y sont aujourd'hui par l'usure des partis traditionnels, d'autant qu'elles ont contribué elles-mêmes au renforcement de ces partis par leur politique xénophobe et raciste et les atteintes aux droits démocratiques dont elles accompagnent leur offensive sociale.

Vers quoi peut évoluer une telle situation ? Cela est bien difficile à dire. L'hypothèse d'un éclatement de l'Europe, évoqué le plus souvent, est peu probable tant les bourgeoisies ont besoin d'elle. Ces forces populistes nouvelles agissent, de fait, dans le sens de la désagrégation de l'Europe en flattant tous les préjugés nationalistes ou régionalistes et racistes, mais ce n'est pas leur propre politique. Elles agissent plutôt dans le sens d'une Europe des régions, une Europe morcelée terrain d'une remise en cause des droits des travailleurs et de la population.

Ces forces populistes ne semblent avoir d'autre choix que de s'intégrer dans l'évolution économique et sociale voulue par les bourgeoisies pour se mettre à leur service afin de dévoyer, canaliser, utiliser le mécontentement populaire contre la population elle-même.

La seule issue démocratique et progressiste réside dans l'intervention du monde du travail et de la jeunesse pour imposer leurs propres solutions.

Nous n'en sommes pour l'instant qu'au début des mouvements de révolte que va susciter l'offensive des gouvernements pour imposer leurs plans d'austérité. Mais, comme l'indiquent les mesures préconisées par le couple franco-allemand, déjà en vigueur, d'une certaine manière, sous la forme de la mise sous tutelle des finances grecques par les autorités européennes et le FMI, le combat pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale posera comme une question cruciale l'attitude du mouvement ouvrier par rapport à l'Europe.

Une rupture avec l'Europe de la finance et de la BCE sous la seule forme d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne serait une impasse, sans avenir.

La rupture avec l'Europe de la finance c'est la perspective d'une Europe débarrassée de la dictature de l'oligarchie financière et du carcan des frontières nationales, une Europe des travailleurs et de la libre coopération entre les peuples. Seul le mouvement ouvrier, reconstruit sur des bases politiques d'indépendance de classe, est capable de construire cet avenir progressiste.

*Galia Trépère*

[Au sommaire](#)